



L'approche globale de l'Union européenne à l'égard de la République centrafricaine (2013-2016)

Bruxelles, le 11 novembre 2016

L'approche globale de l'Union européenne à l'égard de la République centrafricaine (2013-2016)

L'Union européenne est un partenaire de la [République centrafricaine](#) depuis plus de 30 ans et reste à ce jour l'un des principaux partenaires de développement de ce pays. Depuis 2013, elle a apporté une contribution de plus de 500 millions d'euros pour aider la République centrafricaine à faire face au cycle d'insécurité, de violence et d'instabilité politique dans lequel elle était plongée. L'Union européenne a ainsi mobilisé, de manière globale et intégrée, l'ensemble de ses instruments disponibles, y compris son premier [fonds fiduciaire multidonateurs «Bêkou»](#) ainsi qu'une aide au développement classique, trois missions et opérations militaires relevant de la politique de sécurité et de défense commune, une réponse civile aux crises et une aide humanitaire. Ces éléments ont été complétés par une coopération politique et diplomatique soutenue avec les autorités de la République centrafricaine et des partenaires internationaux à tous les niveaux. De fait, l'Union européenne a contribué de manière essentielle aux efforts déployés pour stabiliser la République centrafricaine.

Après avoir mené à bien une période de transition politique qui a succédé à l'un des pires conflits de son histoire, la République centrafricaine est aujourd'hui confrontée à d'immenses besoins dans tous les secteurs pour assurer la réconciliation, la reconstruction et une paix durable. L'Union européenne a mené, avec la Banque mondiale et les Nations unies, une évaluation conjointe des besoins en République centrafricaine. En accord avec les [autorités centrafricaines](#), celle-ci servira de base à la communauté internationale pour apporter un soutien politique et promettre des ressources supplémentaires en faveur des efforts accomplis par le pays lors de la prochaine conférence de Bruxelles sur la République centrafricaine, le 17 novembre 2016.

Aide humanitaire de l'UE

La [Commission européenne](#), conjointement avec ses États membres, est le plus grand pourvoyeur d'aide humanitaire et d'aide d'urgence à la République centrafricaine, ayant alloué plus de 259 millions d'euros depuis 2014 afin d'aider les populations dans le besoin dans tout pays. L'aide humanitaire fournie par la Commission européenne à ce pays pour 2016 s'élève à 21 millions d'euros. Cette aide profitera à plus de 553 000 personnes dans le besoin à travers différents programmes couvrant les besoins les plus urgents tels que le libre accès aux soins de santé primaires, la protection des civils, l'approvisionnement en eau ou l'assistance alimentaire.

Depuis l'escalade de la violence en décembre 2013, la Commission européenne a engagé 108,5 millions d'euros d'aide humanitaire (qui viennent s'ajouter aux 28 millions d'euros alloués pour couvrir les besoins essentiels des réfugiés centrafricains dans les pays voisins). L'aide humanitaire répond aux besoins de base des réfugiés: abris, nourriture, soins de santé, protection, eau, installations d'assainissement et hygiène.

Soutien au développement et fonds fiduciaire Bêkou

À la suite du conflit qui a sévi en 2013 en République centrafricaine, plus de 200 millions d'euros ont été affectés à ce pays au titre des fonds de développement.

Ce montant a notamment servi à financer des actions en faveur de la sécurité alimentaire et des organisations de la société civile (39 millions d'euros), du rétablissement des services sociaux de base dans le domaine de l'éducation et de la santé (27 millions d'euros), du soutien au processus électoral de 2015 (20 millions d'euros) et du soutien en faveur de la préservation et de la consolidation de l'État au moyen du contrat d'appui à la consolidation de l'État (33 millions d'euros + 40 millions d'euros). À travers ces actions, l'UE a soutenu plus de 300 écoles, amélioré l'accès aux soins de santé pour les groupes les plus vulnérables et renforcé les capacités de l'État. Par ailleurs, le bon déroulement d'élections libres, justes et crédibles a été rendu possible grâce à un financement de l'UE.

Actuellement, un financement est en préparation pour un nouveau programme indicatif national (PIN) au titre du [11e Fonds européen de développement](#) (FED). Ce PIN présentera les grandes lignes de l'aide au développement de l'UE en faveur de la République centrafricaine jusqu'en 2020.

Le [fonds fiduciaire Bêkou](#), le premier de ce type créé par l'UE, a été institué pour permettre à l'Union européenne d'apporter une aide dans des situations de crise complexes et a contribué à améliorer la vie de 1 million de personnes au cours de sa première année d'activité. Son montant total actuel est de 136 millions d'euros, dont 106 millions proviennent de l'UE, 5 millions de la France, 15 millions de l'Allemagne, 3 millions des Pays-Bas, 1 million de l'Italie et 1 million de francs suisses de la Suisse. Au cours de la phase de transition, le fonds Bêkou était principalement axé sur des actions visant à établir un [lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement](#) (LARD) en vue d'appuyer la résilience des populations locales et de renforcer les capacités locales. À l'heure actuelle, l'extension des domaines d'action de Bêkou est en cours de discussion, conformément à la stratégie d'évaluation conjointe des besoins.

Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

En réponse à la demande adressée par les autorités centrafricaines à l'UE de fournir une formation opérationnelle aux forces armées de la République centrafricaine (FACA), le Conseil a lancé la [mission de formation militaire de l'UE en RCA](#) (EUTM RCA) le 16 juillet 2016, dont le premier mandat viendra à expiration le 19 septembre 2018.

L'EUTM RCA (d'une capacité de 170 personnes) aidera les FACA sur la base d'une approche reposant sur trois piliers: i) conseil stratégique en matière de gestion des ressources des FACA et de mise en œuvre de la réforme du secteur de la défense, dans le cadre du processus plus vaste de réforme du secteur de la sécurité; ii) formation d'officiers certifiés sélectionnés et de sous-officiers; iii) formation opérationnelle dispensée à deux ou trois bataillons jusqu'à la fin du mandat initial en recourant autant que possible au système de formation des formateurs.

L'EUTM RCA s'acquittera de ses tâches en étroite coordination avec la MINUSCA des Nations unies. À l'heure actuelle, un accord technique avec la MINUSCA sur un soutien mutuel est en cours de finalisation. La Géorgie contribuera à l'EUTM RCA en fournissant des forces de protection. Dans l'attente d'une approbation politique, la Serbie envisage, quant à elle, de participer à cette mission en jouant un rôle dans le domaine médical. Le financement du budget commun alloué à l'EUTM RCA pour 2016 s'élève à 12,4 millions d'euros.

Réaction de l'UE aux crises au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix

Depuis 2013, 34 millions d'euros ont été mobilisés au titre de [l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix](#) (IcSP) afin de renforcer, au cours de la période de transition, l'État fragile en République centrafricaine et de contribuer à la coexistence pacifique entre les communautés centrafricaines à Bangui et dans les provinces.

Plus précisément, la présence de l'État a été renforcée grâce à un soutien direct au gouvernement de transition visant à aider celui-ci à mener un processus de dialogue politique et grâce au rétablissement et au renforcement des capacités de la police et de la gendarmerie. En ce qui concerne le soutien au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), l'IcSP contribue actuellement à l'intégration de communautés mixtes, y compris d'ex-combattants, grâce à la création d'activités génératrices de revenus et d'activités socioculturelles à Bangui, Boda, Bambari, Kaga-Bandoro et Ndele (pour un montant total de 14,8 millions d'euros). En outre, le soutien actuel de l'IcSP au dialogue politique mené au niveau national consiste, entre autres, à apporter un appui au gouvernement nouvellement élu pour les consultations et les négociations avec les groupes armés; il s'agit d'un élément important contribuant à la capacité du nouveau gouvernement à mener le futur processus de DDR. L'appui apporté par l'IcSP au ministère de la défense permettra de renforcer la capacité de ce dernier à assurer le contrôle civil des forces armées et vise à compléter les efforts déployés par l'EUTM en faveur d'une réforme bien planifiée et soigneusement mise en œuvre du secteur de la sécurité.

MEMO/16/3652

Personnes de contact pour la presse:

[Nabila MASSRALI](#) (+ 32 2 296 92 18)

[Carlos MARTIN RUIZ DE GORDEJUELA](#) (+32 2 296 53 22)

[Daniel PUGLISI](#) (+32 2 296 91 40)

[Christina WUNDER](#) (+32 2 299 22 56)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)